Martin VANIER,Géographie de la drogue dans les pays Andins, Feuille de Géographie V-1996, Feuille n°23, 9 p.

GÉOGRAPHIE DE LA DROGUE DANS LES PAYS ANDINS

Martin Vanier, Université Lyon II

Type : TD de géographie économique (ou de géographie humaine)

Niveau : DEUG 2ème année (ou Licence)

Durée : 2 heures en classe, et travail "à la maison"

Thèmes : GÉO-ÉCONOMIE ET GÉOPOLITIQUE DE LA DROGUE, SYSTÈME-MONDE, SOUS-DÉVELOPPEMENT

Objectifs :

Ce TD fait suite à un CM sur "la face cachée du système-monde et ses territoires" qui conclut le module de 8 heures de géographie économique, dans le cadre de l'UV de géographie humaine 2ème année (géo. éco., géo. du sous-développement, géopolitique). C'est donc avant tout un exemple des aspects perturbateurs de la mondialisation. Il permet en outre de faire la transition entre les thèmes classiques de la mondialisation, abordés auparavant (redéploiement industriel, dynamisme des espaces transactionnels), et ceux de la géographie du sous-développement, abordés dans le module suivant. L'économie de la cocaïne est à l'interface des deux problématiques.

Plus généralement, ce TD s'appuie sur une analyse à trois échelles, puisqu'il s'agit de distinguer dans l'émergence d'une économie de la drogue, puis son triomphe, un contexte global (mondial et intercontinental), des spécificités nationales (thème de l'article de G. Bataillon qui fournit l'essentiel des informations de ce TD), et des situations locales, par région. L'emboitement des échelles géopolitiques d'explication de la narcotisation des économies andines apparaît bien dans le documentaire de France 2 (voir ci-dessous) qui raconte comment se noue, puis s'étouffe, un "cocagate" aux Etats-Unis, entre 1984 et 1990.

Enfin, le TD doit montrer que l'évolution des espaces géographiques ne peut être lue que dans toutes ses dimensions : environnementales (importance du contexte physique ici), mais aussi sociales, économiques, politiques. Ceci pour convaincre les étudiants historiens, qui suivent aussi le TD, d'une conception dense de la géographie.

Martin VANIER,Géographie de la drogue dans les pays Andins, Feuille de Géographie V-1996, Feuille n°23, 9 p.

Déroulement :

Les étudiants ayant déjà entendu, lors du CM, une présentation générale de la géographie de la drogue (origines, espaces de production, de commercialisation, flux et synapses, finalités et implications géopolitiques : 1 heure), le TD peut commencer directement par l'étude des documents distribués :

- un extrait de l'article de Gilles Bataillon ("La drogue dans les pays andins : trois phénomènes spécifiques (Bolivie, Colombie, Pérou)", Hérodote, 1990, n°57).
- trois cartes (1/10 000 000) des zones de production de la coca, une par pays (Alain Labrousse, "La drogue, l'argent, les armes", Fayard, 1991).
- une carte-schéma des liens entre zones de production et zones de commercialisation (Jean-Paul Deler, "L'espace transactionnel de la cocaïne", Mappemonde, 1991, n°2). Se reporter au document original qui est en couleur.
- le tableau des indicateurs démo-économiques pour les trois pays concernés (Etat du Monde, 1995).
- une brève chronologie et quelques chiffres, tirés d'un documentaire télévisé ("A qui profite la cocaïne ?", Mylène Sauloy, Gilles de Maistre, France 2, 1993 ; 2 x 50 mn, à résumer), qu'on peut, ou non, projeter aux étudiants (compter une heure supplémentaire dans ce cas), et qui a pour intérêt de donner une forte dimension géopolitique mondiale au sujet.
- une carte murale ordinaire de géographie physique de l'Amérique latine.

A partir de toutes ces informations (beaucoup d'autres existent, notamment dans les Cahiers d'Amérique Latine), les étudiants doivent préparer leurs réponses à deux questions (voir ci-dessous). Il s'agit donc d'un travail classique de lecture-analyse de textes, cartes et chiffres, au cours duquel les étudiants prennent des notes pour préparer leurs réponses orales. La présentation du sujet, des documents, des objectifs, et le travail des étudiants couvrent en général une bonne heure.

La deuxième heure est consacrée au rassemblement des analyses faites individuellement, ou à deux. Le professeur sollicite les interventions orales pour construire, au tableau, une réponse structurée et la plus complète possible. Si nécessaire, il précise, corrige, explique... Le TD est réussi lorsque le résultat final s'élabore essentiellement, avec l'aide discrète du professeur, à partir des apports des étudiants. Il est moins réussi lorsque le professeur le transforme en cours-bis.

Le travail doit être mis au propre (on peut présenter les réponses sous forme d'un tableau, et même d'un chorème), le cas échéant terminé, à la maison. Une troisième question invite les étudiants à une recherche documentaire personnelle, et à un exercice d'analyse identique à faire chez eux, selon la même méthode et sur le même sujet, mais pris dans un espace différent. Le résultat global rejoint un cahier de TD, corrigé deux fois l'an et valant pour un tiers dans l'évaluation de l'UV.

Questions-réponses :

1. L'émergence, dans les années 1970, d'une "économie de la drogue" dans les pays andins s'est faite selon une même logique (économique, géopolitique, sociale...) : décrire ce mécanisme, par exemple sous la forme d'un schéma de synthèse.

Des zones de colonisation agricole récente (années 50/60), en position de piémont amazonien enclavé, en échec rapidement ; d'où des paysanneries précaires, mises en détresse malgré les espoirs envisagés. S'y ajoutent : la faiblesse de l'encadrement juridique et étatique, dans des pays instables politiquement (Violencia en Colombie, coups d'Etat militaires en Bolivie et au Pérou), très vastes et mal desservis ; la présence, au moins en Bolivie et au Pérou, de la coca comme culture traditionnelle ; l'action des trafiquants, nationaux ou non mais extérieurs à la région, qui introduisent la marijuana, puis les composants chimiques de la transformation de la coca en pâte-base, compte-tenu du développement du marché américain.

Vient ensuite la flambée du phénomène dans les années 1980, dans un contexte stratégique de reprise en main régionale par les Etats-Unis (épisode du "Cocagate" bien relaté dans le documentaire télévisé), qui favorise indirectement le progrès de l'encadrement du système local par les guerillas (sauf en Bolivie). S'y ajoutent bien-sûr la crise économique et la baisse, ou l'effondrement, des marchés d'exportation primordiaux pour ces pays (café, étain, coton...), contraints de trouver une alternative, et l'intervention du FMI, dans ces trois pays, qui justifie finalement le développement de cette alternative et la narcotisation de l'économie et de l'Etat.

2. Au-delà de ce mécanisme général de la "narcotisation", le processus et la situation actuelle ne sont pas exactement les mêmes dans ces trois pays : quelles sont les différences entre eux ?
En bref, la Colombie n'a pas la même place dans le système que les deux autres pays.

Colombie : pas une très grosse zone de production, bien que le phénomène ait été localement très vif (Guaviare). Le pays exportateur, mais aussi de raffinage, d'importation des produits chimiques nécessaires, de tête de pont d'accès au circuit du recyclage de l'argent sale. Les producteurs y sont moins organisés qu'ailleurs, mais la filière est fortement structurée en aval par des cartels rivaux (Medellin, puis Cali, puis...). Les guerillas (FARC, M19) sont exogènes et ont pu s'implanter grâce à l'affaiblissement passager du marché mondial de la cocaïne.

Pérou : trois particularités ; de loin la plus grosse production ; le contrôle quasi-total par le Sentier Lumineux ; l'enclave légale de l'ENACO. Le développement massif de la coca comme alternative à un projet régional de développement volontaire est aussi plus net qu'ailleurs.

Bolivie : le pays le plus narcotisé et le plus pauvre ; encadrement des paysanneries de la coca par des coopératives et des syndicats ; implication de bourgeoisies agraires ou de l'Etat. Le système apparaît profondément ancré dans les structures socio-politiques du pays ; absence, ou faiblesse, des guerillas.

Ces éléments sont ceux que les étudiants peuvent tirer des documents distribués. Ils appellent une actualisation constante, facilement réalisable grâce au rapport désormais annuel de l'Observatoire Géopolitique des Drogues, d'A. Labrousse (éd. La Découverte jusqu'en 1994, Economica en 1996).

3. Choisissez une autre région du monde impliquée dans les mêmes logiques de l'économie mondialisée de la drogue, et faites la même démonstration d'unicité et de diversité du phénomène régional de la "narcotisation".

Les étudiants ont l'embarras du choix : Triangle d'Or (Birmanie, Thaïlande, Laos), Croissant d'Or (Pakistan, Iran, Afghanistan), Proche-Orient (Syrie, Liban), Pays du Golfe de Guinée. Il y a désormais profusion d'études et d'enquêtes de toute sorte sur ce sujet.

Document 1.a.

G. Bataillon la drogue dans les pays andins (Bolivie, Colombie, Pérou) Trois phénomènes spécifiques - Hérodote n°57 pp.87-112 - 1990.

Colombie. — Les deux grandes zones de production de feuilles de coca (27 000 hectares), les départements de Guaviare et du Caqueta, sont des zones ouvertes à la colonisation agricole depuis les années cinquante. Tantôt spontanée, tantôt appuyée par l'État, parfois encadrée par des organisations armées d'autodéfense paysannes comme au lendemain de la *Violencia,* cette colonisation n'est pas seulement le fait d'agriculteurs mais aussi des migrations urbaines, et il n'est pas rare de rencontrer des individus qui ont déjà derrière eux plusieurs expériences de colonisation. Si la plupart de ces migrants accèdent à la propriété, possédant le plus souvent des lots de quelque 50 hectares, leur situation reste généralement très précaire. Ces deux régions restent fortement enclavées, ce qui rend impossible l'exportation du surplus agricole, et les services sociaux promis par l'État n'ont la plupart du temps jamais vu le jour, qu'il s'agisse de la santé ou de l'éducation. Aussi, à l'exception de quelques commerçants et de quelques éleveurs extensifs ayant récupéré les terres des colons partis tenter leur chance dans des zones non cadastrées, ces quelques dizaines de milliers de migrants connaissent l'endettement et la malnutrition. Mais certains ont vu, dans le milieu des années soixante, leur sort s'améliorer pendant quelque temps, quand des groupes de commerçants les ont incités à cultiver de la marijuana. L'argent a afflué et ce micro-boom a attiré de nouveaux colons. La concurrence des espèces mexicaines et nord-américaines ayant mis un terme à cet enrichissement, ces régions sont vite retombées dans leur marasme. En 1978, les mêmes réseaux qui avaient introduit la marijuana introduisent cette fois-ci massivement, et gratuitement, des graines de cocaïers. Pour les paysans, cette culture devient vite des plus rentables. En 1980, pour un hectare, le revenu brut est de 12 000 pesos pour le maïs, de 50 000 pour la banane, et de 350 000 pour la feuille de coca. Le kilo de pâte non raffinée vaut quant à lui un million de pesos. L'eldorado auquel songeaient les colons prend forme, comme le rapporte un géographe français, Olivier Dollfus : « La terre promise devient enfin réalité. C'est le *boom*. Les petites boutiques se transforment en magasins, remplis de produits chers venus des villes ou de l'étranger. Des salons de coiffure s'installent dans les bourgades, à côté de cinémas et de bars, pourvus en alcool de toutes origines. Les hôtels poussent comme des champignons ; les bordels se multiplient, remplis de belles jeunes filles. On dénombre jusqu'à quatre vols aériens quotidiens entre la petite ville de San José dans le Guavira et le reste du pays. Comme Satena, la compagnie d'aviation qui dessert la forêt ne suffit plus à la demande, des lignes privées s'ouvrent vers Villavicencio, Bogota et Medellin. Quarante bus par jour permettent de joindre Villavicencio, voire Bogota. Tout le monde gagne beaucoup d'argent, du planteur à la prostituée, du commerçant au policier . »

On constate un afflux de population venant de toutes les régions, y compris des zones urbaines, pour travailler dans la coca, qui comme cultivateur, qui comme fouleur. Tous ces producteurs ne constituent en rien un « milieu », au sens que la sociologie de la criminalité ou de la marginalité a donné au mot : ils font au départ bien plus figure de collection d'individus aux itinéraires les plus divers. De plus, ils n'ont peu ou pas eu le souci de s'organiser, à de très rares exceptions près.

En 1982, une crise de surproduction de la coca va entraîner une véritable chute des cours ; le prix du kilo de pâte tombe de 1 million de pesos à 80 000 pesos alors que le seuil de rentabilité oscille entre 120 000 et 150 000 pesos. Cette situation nouvelle va voir l'émergence d'un groupe d'intermédiaires, les guérillas — plus spécifiquement les Forces armées révolutionnaires colombiennes et le M19 —, entre les minifundiaires indépendants et les oligopoles constitués par les cartels. Implantées depuis de longues années dans la région, les FARC ne sont pourtant en rien un mouvement paysan autonome, quoique comptant de nombreuses recrues d'origine rurale. Le M19 est quant à lui un mouvement plus récent dont de nombreux cadres ont suivi un entraînement à Cuba. Longtemps adepte de la guérilla urbaine, il choisit de s'installer dans le Caqueta à partir de 1979, et va y multiplier les coups de main. Mais, malgré une présence parfois ancienne et un réel activisme militaire, ces différentes guérillas ne sont jamais parvenues à devenir des contre-États dans les zones de colonisation. Elles vont dorénavant s'imposer en assurant la protection des producteurs face à l'armée, à la police et aux *sicarios*, et obtenir des prix garantis sur la coca. Elles instaurent simultanément leur ordre social, en exerçant de véritables fonctions de police et de justice, exigent que l'on plante 3 hectares de cultures vivrières pour chaque hectare de coca, limitent l'extension des propriétés et, pour finir, prélèvent leurs impôts : 10 % des revenus des agriculteurs, 8 % de ceux des transporteurs et des commerçants, et un pourcentage inconnu sur les bénéfices des narcos .

Document 1.b.

G. Bataillon la drogue dans les pays andins (Bolivie, Colombie, Pérou) Trois phénomènes spécifiques - Hérodote n°57 pp.87-112 - 1990.

Pérou. — Tout comme en Colombie, la grande zone de production de feuilles de coca et de pâte-base, le haut Huallaga, correspond à un « front pionnier » du versant amazonien du pays. Mais à la différence du Caqueta ou du Guaviare, cette région n'a pas seulement connu un mélange de colonisation agricole spontanée et semi-encadrée par l'État, elle est aussi, dès les années soixante, l'objet d'un vaste projet de développement. En 1965, le gouvernement péruvien signe un accord avec les Nations unies — *le proyecto Huallaga* — en vue de planifier le développement agricole de cette vallée et de ses principaux affluents. Les années suivantes, l'État péruvien, fort de l'aide de compagnies nord-américaines, crée et améliore les infrastructures routières. Puis, en collaboration avec des organismes de coopération hollandais, il multiplie les fermes modèles, les centres d'éducation rurale, les coopératives de commercialisation, installe des succursales du crédit agricole et une antenne de la Régie nationale des tabacs ou enfin crée différentes agences gouvernementales chargées de reconnaître et de garantir les titres de propriété des colons. Ces bouleversements, induits par le premier gouvernement Belaunde et par les gouvernements militaires, vont attirer de nombreux colons, comme l'atteste le recensement de 1972. Dans de nombreux districts, la population a presque doublé. Encouragées par la propagande militaire, les associations agraires et les coopératives agricoles se sont multipliées. Pourtant, dès 1974, ce projet de développement rural intégré semble bel et bien avoir fait long feu. Les agences étatiques chargées de la commercialisation des produits agricoles sont incapables d'honorer leurs commandes faute de crédits, de moyen de transport et parfois même de savoir-faire. Les commerçants locaux occupent rapidement une place d'intermédiaire, tout en jouant de leur situation de quasi-monopole pour sous-payer les producteurs. Aussi bon nombre de colons, pour la plupart d'origine rurale et agricole, cessent de produire pour un hypothétique marché et se cantonnent à la polyculture d'autosubsistance . Ainsi, quand en 1975 les narcos colombiens se mettent à acheter de la feuille de coca, les surfaces ensemencées en cocaïers se multiplient : 100 hectares en 1975, 3 000 hectares en 1978, puis 6 000 hectares en 1980. Et, comme dans le Caqueta colombien, l'argent afflue. Le commerce — du matériel hifi aux véhicules tout-terrain — et la prostitution se développent. On constate parallèlement l'arrivée de très nombreux migrants d'origine urbaine qui viennent soit planter de la coca, soit travailler à sa transformation en pâte-base. Enfin, les commerçants locaux qui servent de relais aux trafiquants colombiens font figure de nouvelle élite régionale.

En 1984-1985, la baisse des cours de la coca, combinée à la multiplication des opérations antidrogue de la police, va permettre à la guérilla maoïste du Sentier lumineux de prendre pied dans la région. La double nouveauté de la situation mérite d'être soulignée, car en 1983 — c'est-à-dire en plein boom —, le Sentier lumineux fait une tentative infructueuse pour s'implanter. En 1985, il commence par s'allier aux commerçants et aux paysans pour combattre les forces de l'ordre puis, en 1987, après avoir obligé celles-ci à se réfugier dans leurs cantonnements, il élimine très systématiquement les commerçants et leurs hommes de main, et impose aux Péruviens une hausse des prix d'achat et un impôt révolutionnaire, tandis qu'il instaure parallèlement son ordre chez les producteurs. A la différence des guérillas colombiennes, il ne se contente pas d'inciter au maintien des cultures vivrières, de prélever un impôt et de faire régner un ordre minimal. Son encadrement est infiniment plus fin et plus brutal. Il institue *de facto* un véritable ordre moral : fermeture systématique des bordels et des bars, assassinat des homosexuels et des drogués, poursuite des époux adultères. Cette volonté de régner sans partage sur la zone le conduit à assassiner tout aussi systématiquement tous les chefs de file des associations et des syndicats qui se refusent à accepter sa domination, ainsi que les membres d'une guérilla rivale — le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) — qui s'essaie lui aussi au rôle d'intermédiaire entre les cartels colombiens et les *cocaleros/pisadores* [1].

La situation est la même dans la vallée de l'Apurimac, où les producteurs travaillent sous contrôle des sendéristes . Elle est en revanche quelque peu différente dans la vallée de Concepcion, où la production de la coca est non seulement légale, mais contrôlée par une institution étatique, l'Entreprise nationale de la coca (ENACO), qui achète une bonne partie de la production pour en faire de la tisane, ou la transformer en cocaïne et la vendre alors à l'industrie pharmaceutique. Aussi de nombreux paysans, et sans doute quelques employés de l'ENACO, produisent en fraude de la feuille ou de la pâte-base pour des acheteurs péruviens . Moins nombreux et moins puissants que leurs homologues colombiens, les trafiquants péruviens ont de plus été soumis aux coups de boutoir du Sentier lumineux dans le haut Huallaga.

Document 1.c.

G. Bataillon la drogue dans les pays andins (Bolivie, Colombie, Pérou) Trois phénomènes spécifiques - Hérodote n°57 pp.87-112 - 1990.

Bolivie. — Tout comme au Pérou et en Colombie, la production de coca-cocaïne s'est développée dans des zones de fronts pionniers — Chapare et Yungas — où l'État s'était dans un premier temps contenté de distribuer des terres et avait par la suite non seulement accordé des lots aux colons, mais de surcroît promis de construire différentes infrastructures propres à améliorer leur sort : routes, postes de santé, écoles... A l'image de ce que l'on a pu constater dans le Caqueta ou le Haut-Huallaga, la plupart de ces opérations se sont révélées être des fiascos, et les infrastructures promises n'ont jamais vu le jour ; les crédits ont avant tout été accordés à quelques grands éleveurs extensifs, aux dépens des petits agriculteurs venus des hautes vallées andines ou de l'*Altiplano* ; pour finir, la politique de fixation des prix agricoles a été plus que défavorable à ces petits colons. Aussi la plupart d'entre eux survivent-ils en situation d'échec économique, tandis qu'un tout petit nombre — tout au plus quelques milliers — produisent de la coca non seulement pour le marché légal, mais aussi pour celui de la coca-cocaïne .

En 1974, la baisse des cours du coton combinée à une hausse des prix des machines nécessaires à son traitement conduit toute une partie de la bourgeoisie agraire de Santa Cruz, ainsi que certains militaires proches du général-président, à investir massivement dans la production de pâte-base et de cocaïne dont le marché commence à prendre de l'ampleur. Les paysans du Chapare, et dans une moindre mesure ceux des Yungas, vont dès lors produire de la feuille de coca en très grandes quantités. Et l'on constate rapidement une situation analogue à celle que connaissent les zones productrices en Colombie et au Pérou : développement des surfaces ensemencées, afflux d'argent, multiplication des commerces de tout acabit... Enfin, ici encore, les nouveaux venus attirés par le boom de la coca sont loin d'être tous des ruraux, bien au contraire. La fermeture de multiples mines d'étain jugées non rentables conduit nombre d'ex-mineurs à une reconversion dans la coca .

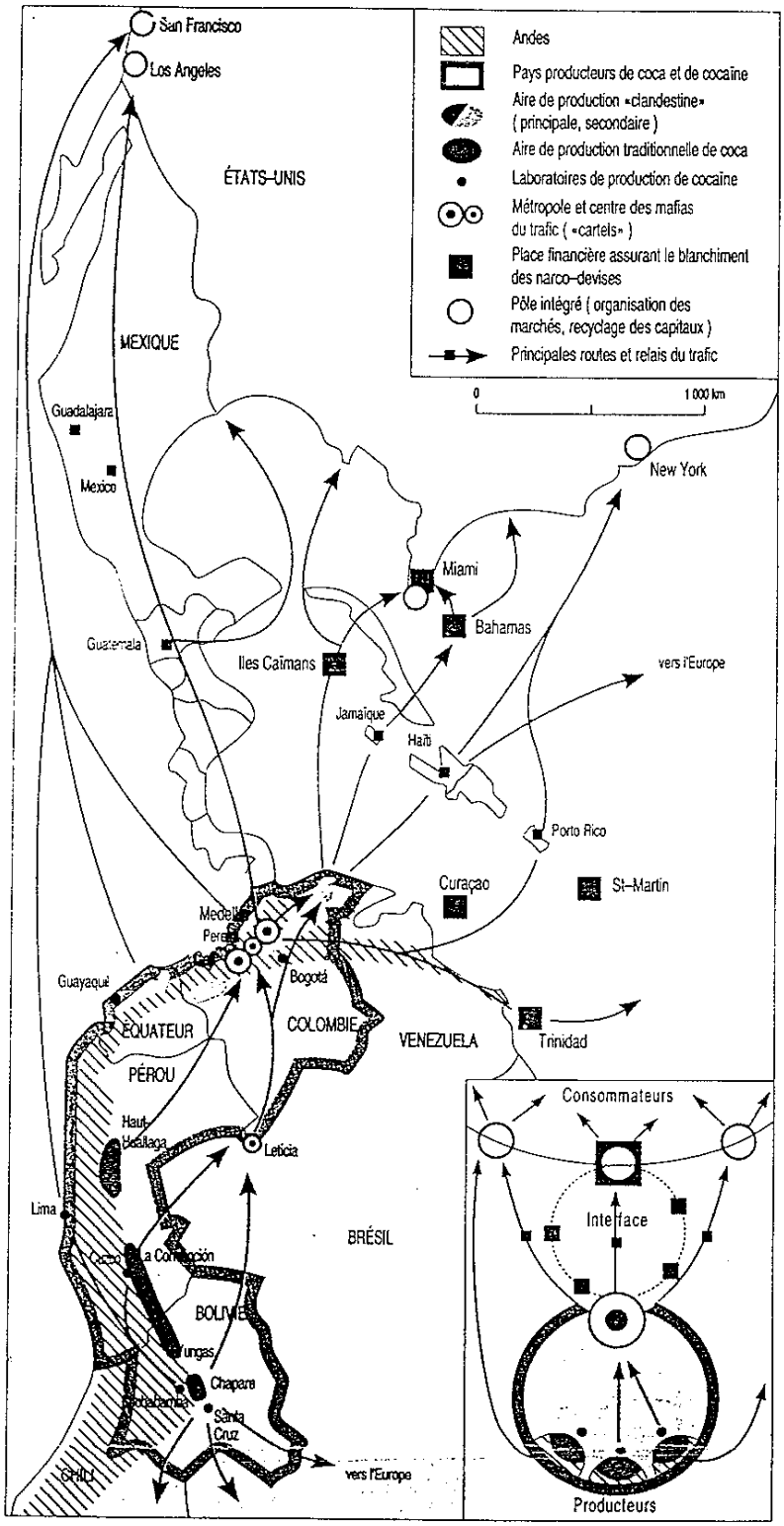
Les analogies avec les situations colombienne et péruvienne ne doivent pas dissimuler deux différences majeures : une remarquable organisation des producteurs, une complicité des trafiquants avec les plus hautes sphères de l'État. Les migrants boliviens ne sont pas venus individuellement, mais encadrés par des syndicats paysans. Ceux-ci ne se sont pas constitués à l'arrivée dans les zones de colonisation. Ils existaient dès le départ dans les communautés d'origine et ont le plus souvent veillé au bon ordre des migrations vers les basses terres tropicales. Ces organismes interviennent dans à peu près tous les domaines de la vie sociale des ruraux, qu'il s'agisse d'organiser des travaux publics — construction d'école, d'infirmerie de campagne ou de terrain de football —, d'exercer des fonctions de juge de paix ou d'organiser des compétitions sportives avec les communautés voisines. Un seul domaine paraît échapper à leur compétence, l'expérience religieuse. Enfin, ces syndicats ne jouent pas seulement un rôle d'organisateur ou de régulateur à l'intérieur des communautés locales ou vis-à-vis d'autres communautés rurales. Ils se voient en outre reconnus comme des interlocuteurs privilégiés du pouvoir central et de ses multiples administrations. Loin d'être fragilisés par le boom de la coca, ils vont au contraire se renforcer grâce aux contacts avec les anciens mineurs. En effet, ceux-ci ont une longue histoire syndicale derrière eux, et certains de leurs leaders, tel Filemon Escobar, vont prendre la tête des syndicats paysans, tandis que ceux-ci s'intègrent à la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Aussi compte-t-on aujourd'hui pas moins de 657 syndicats locaux regroupés en 59 centrales, lesquelles intègrent à leur tour 5 fédérations dont la plus importante ne compte pas moins de 20 000 adhérents. Les *cocaleros* ont même des représentants à la Chambre, et suite à des accords avec les partis de la Gauche unie, deux des leurs siègent comme députés

Cette solidité de l'encadrement syndical a permis de faire face aux tentatives de prise en main des producteurs par des membres du Sentier lumineux venus du Pérou à cet effet. Et si, depuis 1988, les sendéristes ont bel et bien installé des hommes dans les *yungas*, ceux-ci n'ont pour le moment pas réussi à se constituer en un contre-pouvoir face aux syndicats, et n'ont pas jugé opportun de déclencher des opérations armées. Comme nous l'avons déjà noté, la production de coca-cocaïne à grande échelle a été lancée par les proches du général Banzer : des parents à lui, des agro-industriels crucéniens du coton, des trafiquants de drogue et quelques militaires de haut rang. De plus, des fonds publics destinés au financement d'activités agro-industrielles ont été détournés pour lancer cette activité illégale mais particulièrement rentable. Si ce lancement de la production de la coca-cocaïne constitue un événement nouveau, il met au jour un mode de fonctionnement — la connexion entre des milieux hétérogènes en vue de détourner des fonds publics — qui est loin d'être une pratique inédite en Bolivie.

Martin VANIER,Géographie de la drogue dans les pays Andins, Feuille de Géographie V-1996, Feuille n°23, 9 p.

Document 2.a.

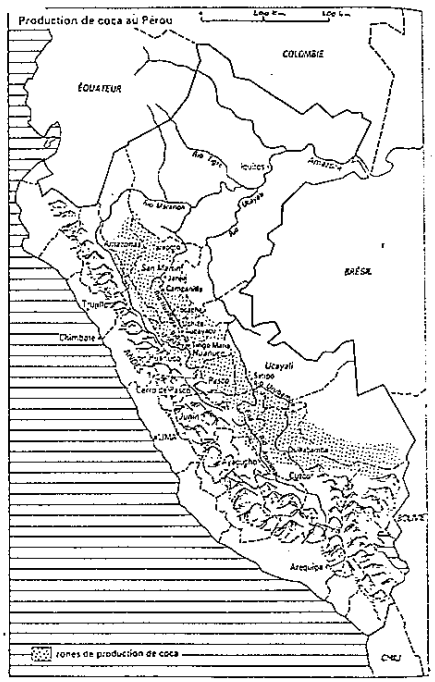
J.P. Deler Mappemonde 1991-2.

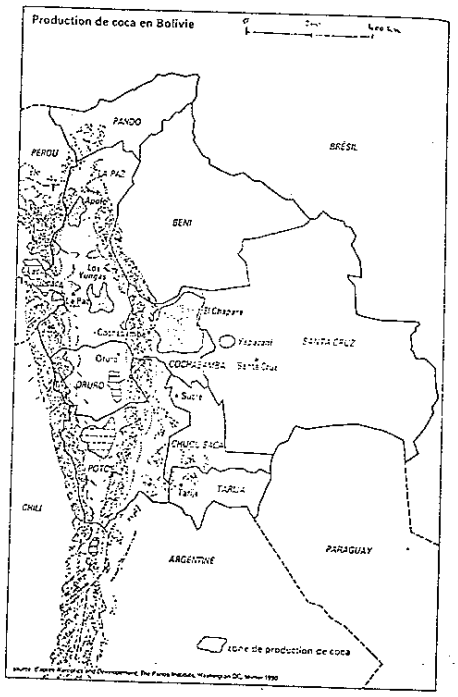


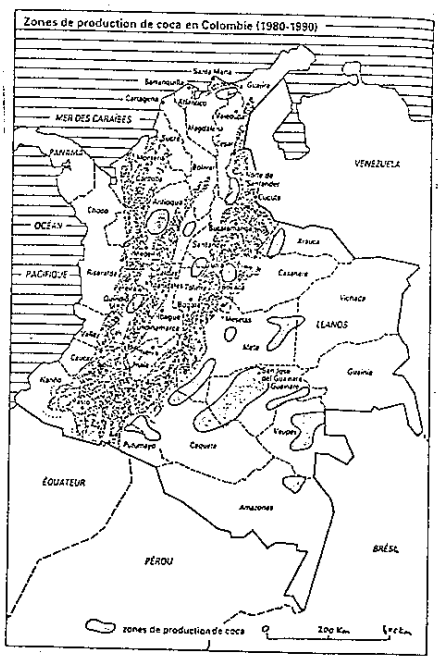
Martin VANIER,Géographie de la drogue dans les pays Andins, Feuille de Géographie V-1996, Feuille n°23, 9 p.

Document 2.b.

A. Labrousse, la drogue, l'argent et les armes. Fayard 1991.







Document 3.
L'Etat du Monde 1995

Juillet 79	renversement Somoza, révolution sandiniste Nicaragua
Mars 80	assassinat Mgr Romero, intensification guerre civile Salvador
1980	retour gouvernement civil élu au Pérou (militaire depuis 68)
Janvier 81	entrée fonction Reagan, début soutien Contra
1982	retour gouvernement civil élu en Bolivie (militaire depuis 64)
Oct. 83	intervention U.S Grenade (contre gouv. Bishop 79)
Mai 84	début lutte anti-drogue Colombie (prés. Betancour)
1984	refus du Congrès U.S aux crédits Contra
1985	"ajustement structurel", prés. Estensorro FMIste, Bolivie
	prés. Garcia (Pérou) rompt avec le FMI
1986	émergence d'un "cocagate" dans le cadre de l'Irangate (North)
1986	opération "haut fourneau" : intervention U.S en Bolivie
1989	normalisation Nicaragua, dispersion Contra (élection 90)
Déc. 89	intervention U.S Panama ("juste cause")
Juillet 90	élection prés. Fujimori, le Pérou rejoint le FMI
1990	élection prés. Gaviria (Colombie), négociation avec les guerillas et les narco-trafiquants
Avril 91	fin de la guerre civile au Salvador (80.000 morts)
1991	épidémie de Choléra, départ Pérou
	reddition Ochoa, Escobar (Colombie)
Avril 92	coup d'Etat civil de Fujimori Pérou
1992	développement du pavot au Pérou et en Colombie
Déc. 93	P. Escobar est abattu

En 10 ans (années 80), la production andine de coca a été multipliée par 5, environ. Celle de la cocaïne, encore davantage (1000 t. en 93). Le Pérou produit 60 % de la coca, la Bolivie 21 %, la Colombie 18 %. Le cartel de Cali contrôle actuellement 70 % du trafic ; d'autres se sont constitués après le démantèlement de celui de Medellin. Sur les 100 milliards de $ de bénéfices que génère ce trafic, on estime que 90% restent aux E.U et 10% à l'Amérique andine, dont 5/6 MM. pour la Colombie, et 3 MM. pour le Pérou et la Bolivie. Les "narco-activités" font vivre 30 % de la pop. active en Bolivie, 10 % au Pérou. L'exportation de pâte base et de cocaïne équivaut à 130 % des exportations légales de la Bolivie, environ 1/3 de celles du Pérou, et 18 % de celles de la Colombie.

100 gr. de feuilles de coca valent 300 calories, 19 gr. de protides, 13 gr. de glucides, 3 gr. de lipides (+ des vitamines et des minéraux). Avant la guerre contre la drogue, un pays comme le Pérou auto-consommait environ 1/2 de sa production de coca (le reste : exportations légales ou non). Cette part ne représente plus que 1/10 aujourd'hui, vraisemblablement. L'arbuste à coca donne trois à quatre feuillaisons par an ; il est productif 10 ans, dès l'année suivant sa plantation. Il faut 350 à 700 kg. de feuilles (et plusieurs dz. de litres de produits chimiques) pour 1 kg. de cocaïne. 1 gr. de cocaïne coûte environ 100 $ à New-York. Le marché mondial de la cocaïne est estimé à environ 700 tonnes. Il y a donc actuellement surproduction.

Amérique andine

	INDICATEUR	BOLIVIE	COLOMBIE	ÉQUATEUR	PÉROU
	Capitale	La Paz	Bogota	Quito	Lima
	Superficie (km²)	1 098 581	1 138 914	283 561	1 285 215
	Développement humain (IDH) [a]	0,530	0,813	0,718	0,542
DÉMOGRAPHIE	Population (*) [a] (million)	7,89	34,54	11,57	23,53
	Densité [a] (hab./km²)	7,2	30,3	40,8	18,2
	Croissance annuelle [a] (%)	2,37	1,65	2,28	2,00
	Indice de fécondité (ISF) [a]	4,56	2,67	3,52	3,57
	Mortalité infantile [a] (‰)	85	37	57	78
	Espérance de vie [a] (années)	61,2	69,3	66,6	64,8
	Population urbaine (%)	51	70	56	70
CULTURE	Analphabétisme [a] (%)	20,7	12,6	12,6	10,8
	Scolarisation 12-17 ans (%)	43,4 [c]	65,7 [b]	73,4 [a]	74,8 [a]
	Scolarisation 3e degré (%)	22,6 [b]	13,7 [a]	25,1 [a]	35,8 [a]
	Téléviseurs [a] (‰ hab.)	103	116	84	88
	Livres publiés (nbre)	447 [a]	1 481 [b]	717 [a]	481 [a]
	Nbre de médecins (‰ hab.)	0,48 [c]	0,93 [a]	1,04 [a]	1,10 [a]
ARMÉE	Armée de terre (milier d'h.)	25	120	50	75
	Marine (milier d'h.)	4,5	13	4,5	25
	Aviation (milier d'h.)	4	7	3,5	15
ÉCONOMIE	PIB (million $)	6 782	47 970	13 524	21 272 [a]
	Croissance annuelle 1985-92 (%)	3,5	4,2	3,1	2,3
	1993 (%)	3,2	5,2	1,7	7,0
	Par habitant ($)	880	1 414	1 204	950 [a]
	Dette extérieure totale (million $)	3 900	17 600	12 800	21 585
	Service de la dette/Export. [a] (%)	39,1	35,3	27,1	23,0
	Taux d'inflation (%)	9,0	22,4	42,0	47,0
	Dépenses de l'Etat Éducation (% PIB)	2,7 [b]	2,3 [a]	2,5 [a]	3,5 [a]
	Défense (% PIB)	1,7	2,5	2,2 [a]	3,3 [a]
	Production d'énergie [a] (million TEC)	5,6	61,7	23,3	10,9
	Consom. d'énergie [a] (million TEC)	2,7	27,5	8,2	9,5
COMMERCE	Importations (million $)	1 287	8 690	2 387	4 312
	Exportations (million $)	630	7 760	2 900	3 365
	Principaux fournis. [a] (%)	E-U 23,3	E-U 43,8	E-U 33,8	E-U 27,2
		UE 19,2	UE 19,6	UE 20, 9	UE 13,5
		AL 36,5	AL 17,6	AL 20,0	AL 37,2
	Principaux clients [a] (%)	E-U 16,0	E-U 38,5	E-U 41,9	E-U 21,4
		UE 40,3	UE 26,0	UE 17,8	UE 27,7
		AL 40,7	AL 23,1	AL 14,7	AL 18,1

L'ÉTAT DU MONDE 1995

448